

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22083 - 82ÈME ANNÉE

Parution de « Urban Forests and Green Spaces in Africa : Case Studies and Lessons from Across the Continent »

Le Port, ville pionnière en Afrique de la foresterie urbaine grâce aux communistes

Page 2

TEMOIGNAGES - Samedi 17 et Dimanche 18 Juillet 1976

SIX ANS DE MUNICIPALITE DEMOCRATIQUE AU PORT

II- Un effort encore jamais vu pour planter des arbres, créer des espaces verts et aller vers une forêt communale à la Pointe-des-Galets

Nous l'avions dit en commençant cette série d'articles sur les réalisations faites au Port en six ans par la municipalité démocratique conduite par Paul Vergès. Tout, dans tous les domaines, a été fait en plus grande quantité et en mieux depuis mars 1971 par rapport à avant. On l'a vu pour le sport. On va le voir pour la création des espaces verts.

De 1962 à 1971, on n'a planté que 350 cocotiers et engazonné quelques trois hectares sur l'avenue de France et de Paris.

De 1971 à 1976, avec Paul Vergès, on aura planté près de 50 000 arbres et engazonné 25 hectares. Le visage du Port en a été transformé.

L'implantation d'espaces gazonnés et de surfaces boisées est, pour n'importe quelle ville, une mesure d'agrément et surtout une nécessité qui conditionne l'équilibre même de la vie de ses habitants.

Il faut planter. Deux raisons...

Dans une ville comme le Port, le problème se posait, dès 1971, avec acuité. Et cela pour un certain nombre de raisons.

La première, et nous n'y insistons pas, c'était l'absence de toute politique de plantations d'espaces gazonnés ou boisés, à échelle conséquente, de la part de l'ancienne municipalité.

1971, de créer une pépinière municipale. Située dans l'enceinte même du Stade Georges Lambrakis, cette pépinière s'est très rapidement révélée trop modeste. Aujourd'hui, elle débordait nettement de ses limites d'origine. Elle renferme de nombreuses espèces sélectionnées par le maire et l'Office National des Forêts, suivant les besoins de la ville. En attendant d'émigrer sur un terrain plus vaste, au sud, elle suffit pour permettre que des milliers d'arbres soient mis en terre sur le territoire de la commune.

LA CEINTURE BOISÉE...
La seconde démarche...

d'une étude, dans le cadre des séances de travail sur le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de la commune, sur les espaces verts au Port.

Cette étude fait ressortir les

nécessités d'une solide pépinière qui, en raison de la qualité et de la diversité des essences qu'elle arbore, lui permet de faire face, elle-même, à ses besoins.

En établissant un programme

ENQUETE SCOLAIRE
LES ESPACES VERTS AU PORT.

« Au Port, les espaces verts commencent à se développer, ce qui améliorera les conditions de vie de chacun. Dans une agglomération, les espaces verts ont un rôle très important :

- ils permettent aux gens de se rencontrer et de mieux se connaître, grâce à leur ombrage et à leurs bancs ;
- ils forment un filtre contre la pollution, produisant de l'oxygène et abaissant la température en été.

Au Port, la population augmente d'année en année et la quantité d'oxygène par habitant diminue...

... La population est de 25 000 habitants et ses besoins en espaces verts sont de 25 hectares (10m²/habitant). Il s'agit actuellement que 2,7 ha d'espaces verts, soit 1,08 mètre carré/h.

Voici les espaces verts ouverts au public :

- jardin de l'Église
- jardin de la poste
- jardin de la RN4
- jardin du stade.

Les abords de l'école d'électricité (près de la ZUP) ne sont pas ouverts au public.

À l'avenir, le ciel sera plus frais et l'air sera plus sain ; les habitants seront moins malades. Protégeons les espaces verts.

extrait de « La danse des textures, revue dédiée par la classe de 6ème VI - (C.E.S. du Port).

Flemboyant, avenue de Paris. Voyez aujourd'hui ...

70 000 arbres mis en terre. Ici, avenue de Paris.

Bien avant que la foresterie urbaine ne soit reconnue comme une réponse au changement climatique, les communistes du Port, sous l'impulsion de Paul Vergès, ont transformé la Plaine des Galets en associant la population au reboisement de la ville. Le Parc boisé, planté par les habitants, symbolise cette démarche populaire. Aujourd'hui, alors qu'un ouvrage africain souligne le rôle essentiel des espaces verts, l'expérience portoïse apparaît comme un modèle précurseur pour l'Afrique.

à la foresterie urbaine en Afrique rappelle l'importance des arbres et des espaces verts pour améliorer les conditions de vie des populations. Cette publication met en lumière des expériences menées dans plusieurs pays africains. Pourtant, à La Réunion, une ville a montré la voie il y a plus d'un demi-siècle : Le Port.

Transformer une savane en forêt

Alors que le changement climatique impose aux villes de repenser leur développement, un récent ouvrage consacré

Lorsque les communistes prennent la direction de la

municipalité en 1971 sous l'impulsion de Paul Vergès, ils héritent d'une commune marquée par de profondes inégalités sociales et par un environnement particulièrement difficile. La Plaine des Galets est alors une vaste savane aride, parsemée de rochers, battue par le soleil et les vents. Les nouveaux responsables municipaux élaborent un ambitieux projet de transformation du territoire au service de la population.

L'un des volets essentiels de cette politique est le reboisement massif de la commune. L'objectif n'est pas seulement esthétique. Il s'agit de créer un cadre de vie plus humain, de lutter contre les effets de la chaleur et de préparer l'avenir.

Cette démarche repose sur une idée simple : la population doit être actrice de son propre développement. Ainsi, les enfants sont associés directement à la plantation des arbres. Ils reçoivent la responsabilité de les mettre en terre et de veiller sur leur croissance. Cette participation populaire contribue à créer un lien profond entre les habitants et leur environnement. Les arbres deviennent un bien commun, fruit d'un effort collectif.

Le Parc boisé

Le symbole le plus fort de cette politique demeure le Parc boisé, réalisé au cœur de la ville nouvelle construite pour reloger dignement les habitants des bidonvilles. Ce parc représente une rupture avec l'ordre social hérité de la période coloniale. À l'époque des bidonvilles, l'Oasis constituait un îlot de verdure réservé à la classe privilégiée par le système néocolonial. Entouré de clôtures, il était inaccessible à la population qui vivait pourtant dans des conditions particulièrement difficiles, sans eau.

Le Parc boisé, au contraire, appartient à tous. Il est ouvert à la population parce que c'est elle qui l'a créé. Les arbres qui y poussent ont été plantés par les habitants eux-mêmes. Cet espace vert est ainsi devenu un lieu de rencontre, de détente et de partage, illustrant concrètement la volonté des communistes de mettre les équipements publics au service du plus grand nombre.

Cette vision a malheureusement été remise en cause après le départ des communistes de la direction municipale. La majorité réactionnaire qui leur a succédé s'est empressée d'entourer le Parc boisé d'une haute clôture, invoquant des motifs sécuritaires. Un argument souvent utilisé par les conservateurs pour restreindre l'accès populaire à des espaces qui appartiennent à tous. Derrière le discours de la sécurité se profile une autre conception de la ville : une ville où l'espace public est confisqué plutôt que partagé.

Malgré ces reculs, l'héritage demeure. Grâce à plusieurs décennies d'efforts, Le Port est aujourd'hui la ville la plus

boisée de La Réunion. Cet immense patrimoine végétal apporte un confort précieux aux habitants, particulièrement lors des épisodes de forte chaleur qui se multiplient sous l'effet du changement climatique. Les arbres contribuent à réduire les températures, à améliorer la qualité de l'air et à préserver la biodiversité.

Faire face aux défis climatiques, sociaux et environnementaux

Cette expérience prend aujourd'hui une dimension nouvelle. L'ouvrage « Urban Forests and Green Spaces in Africa : Case Studies and Lessons from Across the Continent », publié par Johannesburg City Parks and Zoo, rassemble 34 études de cas issues de 14 pays africains. Les auteurs montrent que les arbres et les espaces verts ne sont plus un luxe mais une nécessité pour faire face aux défis climatiques, sociaux et environnementaux.

Des initiatives sont présentées à Kigali, Nairobi, Harare, au Sénégal ou encore en Afrique du Sud. Toutes cherchent à répondre aux mêmes enjeux : lutter contre les îlots de chaleur, restaurer la biodiversité, améliorer la qualité de vie et réduire les inégalités urbaines.

Quand La Réunion était en avance grâce aux communistes

Pourtant, bien avant que ces questions ne deviennent des priorités reconnues à l'échelle internationale, les communistes du Port avaient déjà compris l'importance stratégique de la foresterie urbaine. Ils ont démontré qu'une politique fondée sur la participation populaire et l'intérêt général pouvait transformer un territoire hostile en un espace plus agréable à vivre. À l'heure où le GIEC alerte sur la multiplication des vagues de chaleur et sur la vulnérabilité croissante des villes africaines face aux conséquences du changement climatique, l'exemple du Port apparaît d'une remarquable actualité. Il montre qu'une autre politique urbaine est possible. Une politique qui place l'humain, la nature et le bien commun au cœur du développement.

Une politique qui, depuis La Réunion, a ouvert une voie que de nombreuses villes africaines suivent aujourd'hui.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail
:journal.temoignages@gmail.com
SITE web : www.temoignages.re
Publicité :journal.temoignages@gmail.com
CPPAP : 0916Y92433

Le souffle de Bandung et du non-alignement : contre l'impérialisme à géométrie variable

Jusqu'à quand les peuples de la Tricontinentale devront-ils subir le spectacle indécent d'un ordre international qui s'indigne à Kiev mais valide le martyre de Gaza, de Beyrouth et du Kurdistan par son silence ou sa complicité ?

Les dépêches de ce 1er juin 2026 actent la faillite morale d'un système mondial agonisant. Alors que le Sud-Liban est méthodiquement vidé de ses habitants par des ordres d'évacuation militaire massifs, que la Palestine subit un calvaire sans nom et que le peuple kurde continue d'être écrasé sous les bombes des puissances régionales dans l'indifférence générale, les superpuissances réactivent la logique binaire, mécanique et mortifère des blocs. Face à ces tragédies, le « deux poids, deux mesures » des chancelleries occidentales n'est plus seulement du cynisme : c'est une complicité active. Trier les victimes en fonction de cartes diplomatiques et d'alliances militaires est la marque indélébile d'une pensée impérialiste qui continue, un siècle après, à hiérarchiser la valeur des vies humaines.

Dans les colonnes de « Témoignages », fidèles à la tradition de lutte qui puise ses racines spirituelles et politiques dans la conférence de Bandung de 1955 et dans le mouvement des non-alignés, nous refusons d'aligner nos consciences sur le logiciel des empires. Il n'y a pas d'oppression vertueuse, il n'y a pas de colonialisme acceptable, d'où qu'il vienne et quel que soit le drapeau de l'opresseur.

L'indivisibilité du droit des peuples face aux empires

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à préserver leur identité et à résister à l'agression est absolu, indivisible, ou il n'est rien. L'exigence de justice nous impose de condamner l'impérialisme russe et de défendre la souveraineté du peuple ukrainien — et nous le faisons sans ciller. Mais cette même boussole éthique exige de dénoncer, avec la même force et le même vocabulaire, le calvaire des peuples palestinien et libanais écrasés par la machine de guerre sous parapluie américain, ainsi que le déni permanent imposé au peuple kurde, trahi par les alliances occidentales et sacrifié sur l'autel des intérêts géostratégiques.

Refuser de voir qu'un enfant sous les bombes à Gaza, un déplacé au Sud-Liban ou un résistant kurde dans ses montagnes ont la même dignité qu'un civil à Kiev est une trahison fondamentale de l'esprit de solidarité internationale. C'est la persistance de ce vieux mépris colonial qui feint d'ignorer la souffrance des damnés de la Terre dès lors qu'elle perturbe l'hégémonie de l'Occident ou de ses alliés.

Pour La Réunion, forgée par la résistance au système de l'esclavage et du pacte colonial, le non-alignement n'est pas une simple doctrine diplomatique : c'est une exigence existentielle. Ce combat historique, porté depuis 1959 par les pionniers de notre émancipation, implique un principe intangible : l'océan Indien doit être sanctuarisé comme une zone de paix. Notre espace maritime doit être rigoureusement libéré des bases militaires étrangères et soustrait aux logiques de projection de l'OTAN ou de Washington. Nous refusons de servir d'arrière-boutique logistique à la militarisation du monde.

De la domination globale à la souveraineté des comptoirs

Cette même verticalité impériale qui prétend dicter le sort des nations au Proche-Orient comme au Kurdistan procède du même logiciel technocratique qui aliène, chez nous, le développement de La Réunion. C'est toujours cette même volonté d'imposer des schémas descendants et exclusifs au mépris de la géographie, de l'histoire et de l'intelligence des peuples.

La lutte pour notre souveraineté économique n'est pas détachée des combats historiques du tiers-monde ; elle en est le prolongement direct dans l'océan Indien. Briser le carcan du grand import exclusif avec la France pour conquérir la liberté de commerce régional avec les grands pôles de notre environnement naturel — de Durban à Port-Louis, d'Antananarivo à Calcutta — est un acte authentique de décolonisation économique. Sourdre nos protéines, nos huiles et nos grains en circuits courts régionaux permettrait de faire s'effondrer le coût de la vie de moitié, libérant notre peuple de la perfusion permanente d'une aide sociale de guichet conçue pour maintenir les rentes captives des monopoles.

Pendant que l'on fige ce système de comptoir obsolète, la puissance centrale continue de nous refuser les outils de notre aménagement intérieur : on rejette la dotation ferroviaire indispensable à nos propres transports collectifs propres et on asphyxie Pierrefonds, tout en captant les taxes aériennes des Réunionnais pour abonder le rail en France. C'est la méthode inchangée du colonialisme : décider pour nous, contre nous.

Le temps de la dignité et du refus

Face à un monde en surchauffe militaire, climatique et éthique, le suivisme et le silence équivalent à une capitulation. La Réunion a définitivement quitté l'enfance politique. Nous n'acceptons plus que nos choix économiques, notre organisation sociale ou l'expression de nos solidarités internationales soient dictés par le thermomètre de la Seine ou alignés sur les intérêts d'un bloc.

En unissant notre voix à celle de tous les peuples en lutte pour leur dignité, de l'Ukraine à la Palestine, du Liban au Kurdistan, et jusqu'aux confins de notre océan Indien, nous affirmons notre droit souverain à tracer les chemins neufs de notre propre destin. Face au vieux monde des empires, des blocs et de la domination, faisons lever le temps de la responsabilité, de la justice réelle et de la fraternité.

Comme le rappelait avec force Jawaharlal Nehru au Sommet des Non-Alignés :

« Si nous nous alignons sur l'un ou l'autre de ces blocs militaires, nous perdons notre identité, nous abdiquons notre souveraineté et nous devenons les simples pions de la guerre des autres. Le non-alignement n'est pas une passivité, c'est le droit absolu de chaque peuple à décider de son propre destin et à imposer la paix au milieu du chaos des empires. »

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Mi panssé manz fig gabou, alé oir ou !

Mézami la modèrnizassion si mi tronp pa sé inn fasson d'ranplass plizyèr kalité d'kékshoz an in sèl kalité sansa trépé. Issi mèm la Rényon kan nou l'avé in gran varyété d'in n'afèr, léta franssé épi son bann sèrviss la ranplass sa par trépé... éspri kolonyaliss ? Pa touzour vi ké laba dan La franss l'ariv souvan la mèm shoz par léta sansa par lérop — in famé tablatir sète-la !.

Mé la pa toussa, zordi mi vé anparl banane-mwin la konète sa sou l'nom fig é nou téi di fig gabou, fig sin zozèf, fig blan, fig brézil mé nou téi di banane karé.astèr a propo d' fig sansa banane gabou. L'avé in foi in ga téi apèl Gabou laba dann Salazie l'avé plante banane é si lo rézime té gro lo pyé té pti é konm Gabou li mèm téin pti kourto assé kosto demoune l'apèl lo banane, banane Gabou.

Mi koné pa si lé vré pars mi sorte oir dann googèl banane gabou i sorte la Chine sansa vietnam épi i plante sa sou lo nom banane Gabou.. Banane Sin Zozèf i done gran-gran réjime, lo pyé lé gran é lo banane bien kosto... Mé la pa toussa, kan lakaz banna i ashté banane-domaz i di pi fig — mwin téi kroi sa lété banane gabou mé wala mwin té dan l'échèr.

Pou kossa ? Pars i paré dopi kék zané sak i vann marshé forin sé banane cavendish in varyété la fine fane dann lo mond antyé pars li lé atif épi li gingn pa tro la maladi donk badnn tête piosh ladministrassion la kaziman obliz anou plante so kalité banane ou téi koné mèm pa...pou toute son kalité.

Kalité oui ! mé mi sort oir sète ané in maladi la kol dsi li é l'aprè fann dann mond antyé-mé mi vann sa konm mwin l'ashté-an éspéran lé pa vré. Antouléka wala ankor in gran réissite bann tèt d'èf l'administrassion.

A bon antandèr salu !

Justin